



Jean Eric Rakotoarisoa est professeur de droit constitutionnel et analyste politique à l'université d'Antananarivo. Il est également membre du Kmf/Cnoe (Observatoire de la vie publique). Il répond, pour RFI, aux questions d'Arnaud Froger. C'était le 22 janvier 2013.

RFI : Andry Rajoelina a annoncé cette semaine qu'il ne se présenterait pas à la présidentielle en mai prochain. Cette décision vous a-t-elle surpris ?

Jean-Eric Rakotoarisoa : Disons qu'elle m'a à demi-surpris. Jusqu'au dernier moment, et notamment à la suite du discours de présentation des vœux aux corps constitués, sa démarche était encore celle d'un candidat. Il avait fustigé la communauté internationale, parlant de souveraineté, etc. Finalement, il a cédé à la raison.

Compte tenu justement de ces pressions de la communauté internationale, et de la SADC, le président de la Transition avait-il vraiment le choix ?

Il n'avait plus le choix. Les pressions internationales étaient très fortes. Il se trouvait dans une situation délicate vu que l'ancien président Marc Ravalomanana s'était déjà prononcé pour sa non-candidature bien avant la fin de l'année. Il apparaissait de plus en plus comme le blocage, celui qui refuse la solution pour sortir de la crise, même, vis-à-vis de l'opinion publique nationale. Il s'est trouvé en mauvaise position.

Andry Rajoelina a dit qu'il s'effaçait. Cela ne veut pas dire qu'il se retire de la vie politique ou qu'il prenne du recul. Peut-il, selon vous, jouer un rôle important après l'élection ?

Effectivement, il peut jouer un rôle très important après l'élection puisque ses partisans, son parti, les partis qui le soutiennent vont s'accrocher à lui. Il servira de référence même pour la campagne électorale où ils vont jouer sur son nom. D'autre part, cette demande de faire passer les législatives avant l'élection présidentielle, c'est une volonté de gagner les législatives pour qu'il puisse être Premier ministre. C'est un peu le schéma qu'il est en train de concocter avec ses partisans.

Profitera-t-il du fait d'être président de la Transition pour pouvoir faire en même temps campagne pour les législatives ?

Puisqu'il n'est pas candidat, il peut éventuellement participer à la campagne. Cela ne va pas se poser en termes juridiques mais éthiques : le président de la Transition va-t-il pouvoir s'impliquer pour soutenir un candidat déterminé ou un courant ? **Il ferait mieux d'être un peu plus neutre** , bien que tout le monde sache que ce seront ses poulains, aussi bien pour les législatives que pour la présidentielle.

Ce retrait marque-t-il l'épilogue de la crise politique à Madagascar ?

C'est encore trop tôt... On a levé l'hypothèque des deux principaux protagonistes de la crise. Mais il y a encore le volet amnistie. Concernant l'amnistie, il ne faut pas se focaliser sur l'ancien président Marc Ravalomanana. Il y a un certain nombre de personnalités politiques qui sont soit candidates à la présidentielle, soit candidates aux législatives, et qui ont besoin de l'amnistie pour pouvoir l'être. Donc, c'est beaucoup plus large. Il faut régler aussi cet aspect-là de la crise.

Croyez-vous au retour de Marc Ravalomanana, exilé en Afrique du Sud, avant les élections ?

A court terme, ça risque d'être difficile, à moins qu'il y ait véritablement accord cette fois-ci, entre les parties prenantes de la crise. En l'état actuel, les pro-Rajoelina refusent cela. **Mais vu qu'il n'est pas candidat, il n'y a pas véritablement urgence pour qu'il revienne**. Il peut influencer sur les élections. Et, dans son intérêt, il faut que son parti ou ses partisans gagnent ces élections, comme ça il pourra revenir au pays dans des conditions plus favorables qu'actuellement.

En l'absence des deux principaux protagonistes de la scène politique malgache, qui voyez-vous comme prétendants sérieux à la présidentielle ?

En l'état actuel, il y a un certain nombre de noms qui circulent, mais il n'y a pas encore de personnalités qui semblent transcender, sortir du lot. A priori, l'élection présidentielle sera très ouverte. **Je ne peux pas donner de noms mais ceux qui auront le plus de chance sont ceux qui ne seront pas empêtrés dans cette crise politique, aussi bien du côté d'Andry Rajoelina que de Marc Ravalomanana**. Il y a quand même un phénomène de rejet de la population à l'endroit de ces deux personnalités, que le simple citoyen considère comme responsables des difficultés qu'ils vivent.

[RFI AFRIQUE](#)